

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 19 JANVIER 1831.

NO. 94

SOMMAIRE : Affaire de M. de Kergorlay, ex-pair de France, et de MM. Brian, Genoude et Lubis. — Suite du Procès des anciens ministres à la Chambre des Pairs. — Nouvelles politiques. — Souvenirs d'Allemagne, Cologne. — La feuille de route. — L'Ourang-Outang Prédicateur. — L'ameublement de Georges IV.

FRANCE.

COUR DES PAIRS.

(Audience du 22 novembre.)

PRÉSIDENCE DE M. PASQUIER.

Affaire de M. de Kergorlay, ex-pair de France, et de MM. de Brian, Genoude et Lubis, gérans de la Quotidienne et de la Gazette de France.

Le président après avoir demandé aux accusés leurs noms, etc., donne la parole à M. Persil, procureur-général, chargé de soutenir l'accusation. Celui-ci fait lecture à la chambre de la lettre de M. de Kergorlay insérée dans la *Quotidienne* et la *Gazette de France*, et pour laquelle il est appelé devant la cour des pairs; elle est ainsi conçue :

« Monsieur le président,
Quatre-vingt-sept pairs ont consenti, le 30 août dernier, à déclarer personnellement déchus du droit de siéger dans la chambre dont ils sont membres, tous ceux qui n'auraient pas, dans le délai d'un mois, prêté serment à un roi nouvellement élu et à une charte nouvelle.
J'ignore en vertu de quel droit cette élection et cette Charte se sont faites.

« Quant à moi, j'ai prêté avec sincérité un serment sérieux à mes rois et à la Charte constitutionnelle que l'un d'eux donna à la France. En leur prêtant ce serment, j'ai toujours compris qu'il engageait ma fidélité, non seulement à moi, mais aussi à leurs légitimes successeurs et à la nation représentée par eux, et à la couronne elle-même.

« En prêtant serment à mes rois, j'ai cru le prêter à des hommes sujets comme moi-même à l'erreur, et je n'ai pas cru que les erreurs qu'ils pourraient commettre me fussent déliées de mes sermens, ni envers eux, ni envers leurs légitimes successeurs; je n'ai pas cru non plus qu'elles m'autorisassent à concourir à un acte de violence qui voudrait dépouiller mes concitoyens de la salutaire institution de l'hérédité du trône. J'ai toujours considéré cette institution comme la seule solide garantie de toutes nos libertés, et je refuse de concourir à sa destruction, parce que je suis toujours également convaincu que cette destruction ne peut que frayer parmi nous la route à toutes les tyrannies.

« La charte que tous les pairs ont juré, porte, en son article 13, « que la personne du roi est inviolable et sacrée, et que ses ministres sont responsables. » Ce principe fondamental de la charte ne permet pas que le roi soit personnellement pris à partie pour les griefs auxquels son gouvernement aurait pu donner lieu. La responsabilité de ses ministres est la voie constitutionnelle ouverte pour obtenir le redressement de ces griefs.

« Une fiction constitutionnelle ne permet pas qu'on impute au roi les fautes de son gouvernement; la réalité même des choses permet encore bien moins qu'on les impute au royal enfant mineur qui est étranger aux actes de son aïeul, et qui par le seul fait de la double abdication de S. M. Charles X et de son auguste fils, devint à cet instant même, le 2 août dernier, le roi à qui ma fidélité est engagée.

« Les chambres, sans rien pouvoir alléguer contre le droit de Monseigneur le duc de Bordeaux, ont transféré le 7 du même mois sa couronne au premier de ses sujets. Je ne m'associerai point par un serment, à un acte auquel je me serais cru coupable de concourir.

« A défaut d'aucun droit, on a allégué en faveur du roi qu'ont élu les chambres, que lui seul pouvait sauver la France. Je pense au contraire, qu'il était de tous les Français le plus incapable de la sauver, parce que, de tous les Français, il est celui à qui l'usurpation à laquelle on le convia dut sembler la plus criminelle.

« Un de ses ancêtres gouverna mal la France, mais fut du moins parent et régent fidèle pendant la minorité d'un roi enfant dont la vie seule le séparait du trône. Cet exemple méritait d'être préféré comme règle de conduite à des souvenirs moins distants.

« Quant à la charte, j'ai à son sujet deux convictions constantes; l'une, qu'un roi qui a juré une charte n'a pas le droit de la violer; l'autre, qu'alors même que des modifications à une charte seraient utiles, des chambres qui ont juré cette charte n'ont pas le droit de donner pour base à ces modifications l'expulsion de leur roi.

« J'attendrai donc, avant de prêter serment à une charte modifiée, que les modifications qu'y pourraient désirer les Français apparaissent à leurs vœux sous l'autorité du roi légitime. Elevé par sa noble mère dans le sentiment intime de ses devoirs envers son peuple, l'enfant royal vivra pour le bonheur de la France, et nous sera un jour rendu.

« Il y a toutefois un des articles de la charte nouvelle sur lequel aujourd'hui même je crois ne devoir pas garder le silence.

« 219 députés déclarèrent, le 7 août dernier, le trône vacant, firent une nouvelle charte, dont un article excluait de la chambre des pairs tous ceux qu'avaient nommés Charles X, et offrirent la royauté au lieutenant-général du royaume; 87 pairs adhèrent le même jour à la nouvelle charte et à l'élection du nouveau roi, déclarant s'en rapporter à sa prudence sur l'exclusion de leurs collègues.

« Les pairs exclus ont à la pairie le même droit que tous les autres. J'ai été élevé à la pairie par Louis XVIII, et je reconnais à ceux qui l'ont regretté de Charles X le même droit que le mien.

« Mais leur exclusion porte en particulier, relativement à l'accusation des ministres de Charles X qui se prépare, le caractère le plus sinistre. Les juges naturels des pairs sont, non pas quelques pairs, mais tous les pairs. L'article 62 de la charte que tous les pairs ont jurée, porte que :

« nul ne pourra être distrait de ses juges naturels. » L'article 63 ajoute : « Qu'il ne pourra en conséquence être créé de commissions et tribunaux extraordinaires. »

« J'ignore comment on pourrait soutenir que l'exclusion arbitrairement donnée à un quart environ des membres d'un tribunal ne le transformerait pas en commission ou tribunal extraordinaire, et je sais de quel nom sont inévitablement flétries dans la postérité les condamnations à mort, lorsqu'elles sont portées par des tribunaux de cette espèce. Je ne m'associerai donc pas par un serment à un acte d'exclusion, qui transforme la cour des pairs en commission ou tribunal extraordinaire, et qui stigmatise à l'avance les condamnations à mort qu'elle pourrait porter de la qualification d'assassinat judiciaire.

« La postérité est d'autant plus sévère à décerner cette qualification, lorsque les juges ont à la condamnation des accusés un intérêt apparent. Or, les pairs qui ont adhéré dans la séance du 7 août dernier à la déclaration de vacance du trône ne se prétendent déliés du serment qu'ils avaient prêté à S. M. le roi Charles X et à la charte constitutionnelle que parce qu'ils imputent à cet infortuné prince d'avoir, par le conseil de ses ministres, violé cette charte lui-même; ces mêmes pairs ont donc un intérêt apparent à trouver coupables les ministres dont l'accusation se prépare, et je ne m'associerai point par un serment à un système qui donne à des ministres pour juges des hommes qui se sont créés à eux-mêmes un intérêt apparent à les condamner.

« Je viens d'exposer les motifs de mon refus de prêter le serment qui m'est demandé. J'ai cru devoir le déclarer à mes collègues. Je vous prie donc, M. le président, de vouloir bien donner à la chambre, dans sa séance d'aujourd'hui, lecture de ma présente lettre, et je la prie elle-même d'en ordonner l'insertion en son procès-verbal.

« Un membre de la chambre des pairs, déclaré déchu de son droit d'y siéger parce qu'il demeure fidèle à son serment, ne peut se croire valablement déchargé par là de son obligation de délibérer et de voter dans la chambre dont il est membre. Sa volonté ne se rend point complice de l'obstacle qui l'empêche de remplir ce devoir; il cède à l'abus de la force matérielle.

« Je suis, M. le président, avec une haute considération, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

« Le comte Florian de KERGORLAY, pair de France.

« Paris, rue Saint-Dominique, n. 102, ce 23 septembre 1830. »

M. Persil termine en requérant qu'il plaise à la cour de condamner le comte de Kergorlay en deux années d'emprisonnement et 6000 francs d'amende, les sieurs de Brian et Genoude chacun en une année d'emprisonnement et 6000 francs d'amende, et tous trois aux frais du procès.

M. de Kergorlay se lève, un profond silence s'établit.

Lorsqu'il plut à S. M. le roi Louis XVIII de m'élever à la pairie, je n'avais ni sollicité, ni désiré cette dignité. Je préférais les fonctions de député auxquelles, depuis la seconde restauration, les suffrages de mes concitoyens m'avaient trois fois porté. Au cas qu'ils n'eussent pas cessé de me les accorder, je croyais apercevoir des chances plus favorables pour me rendre utile à mon roi et à mon pays dans la chambre élective que dans la chambre héréditaire. La volonté de Louis XVIII en décida que dans la chambre héréditaire. J'eus lieu d'en sentir une reconnaissance autrement profonde, que je n'avais jamais courtoisé sa faveur, ni celle d'autant plus profonde, que je n'avais jamais courtoisé sa faveur, ni celle de ses ministres; son âme généreuse désira donner une haute marque de sa bonté à un homme qu'il savait bien intentionné, et qui avait eu de lui une fois par la liberté de ses opinions, le malheur de lui déplaire.

Trois fois dans la chambre des députés, et la quatrième dans celle des pairs, je prêtai le même serment « d'être fidèle au roi, et d'obéir à la charte constitutionnelle et aux lois du royaume. » Ce serment, Messieurs, vous l'avez tous prêté comme moi, et tous nous avons compris, qu'il engageait notre fidélité, non-seulement au roi à qui nous le prêtions, mais aussi à ses successeurs légitimes. Je crus, en prêtant ce serment, parmi mes collègues, prendre envers mon roi, mon pays et eux-mêmes, l'engagement solennel d'y demeurer fidèle. Je crus que mes collègues avaient pris le même engagement envers le roi, envers la France, envers moi.

D'où vient donc que je compare aujourd'hui, comme accusé, devant une partie de ces mêmes collègues? D'où vient que je les vois siéger dans une partie de ces mêmes collègues? J'ai le droit de le demander; j'ai le droit de le chercher. Ce serment que nous prêtâmes tous, on ne m'accuse pas de l'avoir été infidèle. C'est au contraire à cause des conséquences nécessaires de cette fidélité même, que j'ai été cité à comparaître pour me justifier.

Une révolution s'est opérée, dans le tumulte de laquelle fut créé soudain un lieutenant général du royaume. Le roi donna la ratification de son autorité à cette nomination irrégulière, abdiqua, ainsi que son fils, en faveur de Mgr le duc de Bordeaux, et se fiant au premier sujet du nouveau roi, le chargea de le faire proclamer.

Deux cent dix-neuf députés préférèrent, le 7 août dernier, déclarer le trône vacant, faire une nouvelle charte, dont un article excluait de la chambre des pairs tous ceux qu'avaient nommés Charles X, et offrir la royauté au lieutenant-général du royaume. Quatre-vingt-sept pairs adhérèrent le même jour à la nouvelle charte et à la nouvelle royauté, déclarant ne pouvoir délibérer sur l'exclusion de leurs collègues, et s'en rapportant à la prudence du nouveau roi.

Pour de telles énormités, sur quel droit put-on prétendre s'appuyer? La souveraineté du peuple est le principe que nous avons entendu invoquer quand elle était déjà consommée, elles l'ont reçue dans un morne silence. Et quelle voix plus énergique leur restait-il donc pour exprimer leur réprobation? Le silence est la voix des opprimés et non la sanction de la violence.

Nul moyen de procurer une émission de vœux libres sur la révolution de 1830 n'a été offert à la nation. Bonaparte, pour se ressaisir du pouvoir après sa première abdication, n'imposa pas aux intelligences une soumission si passive, et tâcha de rendre moins palpables les illusions. Des registres furent ouverts pendant les cent jours dans toute la France, et tous les citoyens furent admis par le nouveau maître à y voter sur son acte additionnel aux constitutions de l'empire.

Un des articles de cet acte prétendait interdire à tous les Français l'exercice de leur droit de demander le rétablissement de la dynastie des Bourbons sur le trône. Les cœurs fidèles s'indignèrent, et beaucoup de citoyens, par la publication des motifs de leurs votes négatifs, trouvèrent quelque consolation à protester contre cet attentat porté à la plus chère

de nos libertés publiques. Ces publications circulèrent librement; Bonaparte, qui voulait colorer de quelque apparence de liberté son usurpation nouvelle, se garda bien, les ayant provoquées en invitant chacun à voter, de les faire poursuivre.

Le roi citoyen n'a pas voulu tant de liberté, il n'a pas consulté la nation sur son élévation au trône; ayant arraché aux fonctions qu'il s'étaient engagés à remplir tous les hommes fidèles à leur serment, leur ayant ainsi imposé la nécessité de dire à leurs concitoyens pourquoi ils cessaient de s'acquiescer des fonctions qui leur avaient été confiées, il ne s'est pas abstenu de faire poursuivre les publications des motifs des refus de serment.

Les révolutions sont d'ordinaire le triomphe accidentel d'une minorité audacieuse sur la volonté nationale prise au dépourvu. Bientôt le voile se déchire: des théoriciens et des banquiers entreprennent de gouverner; les théories les abandonnent, le crédit public s'écroule. Mais enfin le pouvoir est envahi: que doit-on dire? que peut-on faire? demandent les fragments épars d'une nation frappée de stupeur.

L'un dit: « J'ai été fidèle à mon serment avant que celui à qui je l'avais prêté eût violé le sien; en violant le sien il m'a délié du mien; je ne sens ni scrupules ni remords. » D'autres disent: « Se soumettre à la force est un acte licite en soi; cédant au malheur des temps, nous pourrions encore être utiles à notre pays, épargner quelques malheurs à nos concitoyens. »

Les deux arguments, fort différents l'un de l'autre, opposés même l'un à l'autre, que je viens de citer, n'ont pas porté la conviction dans mon esprit. Quant au système qui s'efforce de mettre la conscience à l'aise en désavouant les scrupules et les remords, il a trouvé peu d'échos dans la nation.

En ce système, bien des choses ont été oubliées. La loi civile, dont on y essaie de rappeler le principe, reconnaît bien (art. 1184 du code civil) que la résolution légale d'une obligation réciproque doit résulter de son inexécution de la part d'un des contractants; mais elle ajoute que la résolution du contrat n'aura pas lieu de plein droit, qu'elle sera au contraire demandée en justice.

Elle reconnaît donc, pour décider entre les parties, la nécessité d'un juge supérieur. Entre un citoyen et son roi légitime, je ne connais pas le juge suprême. On a parlé d'un vœu général de la nation: on a prétendu le connaître; on a eu soin de ne pas essayer de le constater.

Lors du jugement de Louis XVI, ses défenseurs... Vous aviez, messieurs, naguère, le petit-fils de Louis XVI (M. de Beauharnais), le fils de l'autre (M. de Beauharnais), le petit-fils de Louis XVI (M. de Beauharnais), le fils de l'autre (M. de Beauharnais). Lors du jugement de Louis XVI, ses défenseurs... Vous aviez, messieurs, naguère, le petit-fils de Louis XVI (M. de Beauharnais), le fils de l'autre (M. de Beauharnais), le petit-fils de Louis XVI (M. de Beauharnais), le fils de l'autre (M. de Beauharnais).

M. de Fitz-James: Laissez donc la défense libre!

Y a-t-il quelqu'un ici qui ose dire qu'il ignore qui la voix du peuple aurait proclamé?

La charte de 1814 porte que « la personne du roi est inviolable et sacrée. » Tous ceux qui ont expulsé leur roi en 1830 avaient juré cette charte et la bravèrent, comme les juges de Louis XVI avaient, en le condamnant à mort, bravé la constitution de 1791 qui avait pareillement déclaré son inviolabilité.

La convention, juge et partie contre Louis XVI, l'entendit avant de le condamner; et un jeune roi, dont l'innocence le protégeait contre tout sentiment de haine, ne peut se faire entendre pour rallier tous les cœurs aux espérances qu'il s'attache à lui. En voilà assez, je pense, pour me justifier de n'adopter pas le système qui exclut les scrupules et les remords.

Quant au système de ceux qui, en se soumettant à la force, se justifient à leurs propres yeux sur ce qu'ils font un acte licite auquel ils attribuent à l'utilité, qui, plus que moi en ce moment, doit faire avant tout la part de l'admiration et de la reconnaissance pour cette profession généreuse qui se dévoue à la défense des accusés? Mais, hors de quelques positions particulières, que je ne suis ni en état de bien connaître, ni autorisations particulières, que je ne puis pas penser que les sectateurs de ce système dans la généralité, créent eux-mêmes ou accroissent la force à laquelle ils croient céder, et que l'utilité qu'ils se sont promise est bien faible en comparaison du mal dont ils affermissent l'existence?

La doctrine de flexibilité à laquelle je n'ai pas pu me soumettre, à prêter, suivant les temps, tantôt un serment, tantôt l'autre, n'est pas la mienne, parce qu'elle porte un caractère trop peu élevé; et quant aux motifs mêmes d'utilité qu'on y allègue, je n'ai pas cessé non plus de trouver que l'utilité qu'on peut attribuer aux résultats d'un acte de cette espèce est nécessairement une utilité d'un ordre inférieur. Je n'ai pas cessé de penser que l'utilité solide, étendue, durable, seconde, ne peut dériver, au contraire, que de la fidélité à conformer sa conduite aux inspirations de droiture et d'honneur que chacun a reçues du ciel.

Deux exemples auraient été bien faits pour me faire fléchir, si j'eusse pu fléchir; ce sont ceux de deux illustres orateurs, qui tous deux ont présidé la chambre des députés, l'un dans les deux premières, l'autre dans les deux dernières années de la restauration. Je me suis si longtemps efforcé de m'instruire en les écoutant, j'ai si constamment admiré leur grave éloquence et l'élévation de leurs âmes, que je ne saurais sentir à leur égard qu'un désir ou un regret, celui de les trouver ou de ne les trouver pas, dans un constant et parfait accord avec eux-mêmes. Ici la cause de mon regret est de ne les avoir pas vu sortir, comme il leur convenait toujours de sortir, hors de l'ornière commune; la cause de mon regret est, l'oserai-je le dire? de les avoir vus penser trop humblement d'eux-mêmes. Qu'ils se représentent la pureté de mon cœur, qui est celle des leurs, unie à l'accident victorieux de leurs illustres noms et de leurs éloquentes paroles; et qu'ils me disent quel est le Français qui leur aurait pu résister.

J'ai contracté, par l'acceptation de la pairie qui me fut conférée par Louis XVIII, l'obligation d'en remplir les fonctions. Ces fonctions législatives et judiciaires, l'abus de la force matérielle m'empêche de les remplir, en soumettant leur exercice à la condition d'une prestation de serment nouveau réprouvé par ma conscience. Je devais donc à moi-même, à la chambre des pairs et à tous mes concitoyens de leur rendre compte des motifs de mon refus de prêter serment.

Le procès que j'ai à soutenir offrira un étrange spectacle dans le cours de la justice humaine. Des hommes qui, par des prétextes divers ou des causes qui leur sont connues, ont abjuré leurs serments, sont appelés à juger sur les motifs qui m'ont déterminé à demeurer fidèle au mien. Je livre cette réflexion à leurs consciences.

Une autre pensée me frappe. Tous les pairs nommés par Charles X.

et tous ceux des pairs nommés par Louis XVIII qui sont demeurés fidèles à leurs sermens, ont été expulsés de cette chambre, où j'ai droit de les réclamer comme mes juges. Je proteste ici contre une telle mutilation de la cour des pairs, et je demande qu'il me soit donné acte de ma protestation.

Cependant, messieurs, je compare devant vous, parce que j'ai été menacé si je ne comparaisais pas, d'être jugé sans être entendu. Je compare, accompagné de mon défenseur. Ma défense sera entendue, et de la portion ici présente des pairs du royaume qui seuls ont le droit de me juger, et de mes concitoyens à qui je soumetts volontiers tous les actes de ma vie.

M. Berryer, Guillemin, Hennequin et Berville prennent alternativement la parole, et les débats étant terminés, la cour renvoie l'audience à demain.

Audience du 24 novembre.

Le Président prononce le jugement par lequel la cour condamne : Le comte de Kergorlay à la peine de six mois d'emprisonnement et de cinq cents francs d'amende ;

De Brian et Genoude chacun à la peine d'un mois d'emprisonnement et de 150 fr. d'amende.

Les condamnés solidairement aux frais du procès.

COUR DES PAIRS. PROCÈS DES ANCIENS MINISTRES. (SUITE.) INTERROGATOIRE DES MINISTRES. PRINCE DE POLIGNAC.

D. Quels sont vos nom, prénom, âge et qualités ? — R. Auguste Charles Armand Marie, Prince de Polignac, pair de France, âgé de 50 ans. — D. Reconnaissez-vous avoir apposé votre signature au rapport fait au roi, qui a donné lieu aux ordonnances du 25 juillet dernier ? — R. Oui. — D. Reconnaissez-vous votre signature au pied de l'ordonnance déclarant la suspension de la liberté de la presse ? — R. Oui. — D. Reconnaissez-vous votre signature au pied de l'ordonnance qui a déclaré Paris en état de siège ? — R. Oui. — D. Reconnaissez-vous avoir signé l'original de l'ordonnance portant dissolution de la chambre des députés, dont voici la copie signée « conforme à l'original, Comte de Peyronnet » ? — R. Je crois pouvoir affirmer que je n'ai signé ni l'original, ni la copie. — D. Voici la copie d'une ordonnance signée « comte de Peyronnet » relative à l'établissement d'un nouveau système électoral : reconnaissez-vous avoir apposé votre signature à l'original ? — R. Je crois avoir signé l'original. — D. Voici une autre ordonnance, pour la convocation des nouveaux collèges électoraux, signée « Peyronnet » : avez-vous signé l'original ? — R. Non, je ne l'ai pas signé. — D. Avez-vous concouru aux ordonnances que vous n'avez pas signées ? — R. J'y ai pris part, puisque j'étais membre du conseil des ministres. — D. Quel est l'auteur du rapport fait au roi, antérieurement à l'émission des ordonnances ? — R. Je ne puis le nommer. — D. A quelle époque le projet du rapport et des ordonnances n-t-il été conçu et arrêté ? — R. Peu de jours seulement avant leur publication. — D. Quel est l'auteur du projet ? — R. Je ne puis le nommer. — D. Puisque vous aviez formé le plan de dissoudre la chambre, et de suspendre l'exécution de la charte, pourquoi avez-vous émis les lettres de convocation aux membres des deux chambres ? — R. Je dé- France. Je ferai observer également que je n'ai jamais eu aucune idée de suspendre la charte. — D. Pour quelle raison M. de Raguse a-t-il été nommé dès le 25 juillet au commandement de la première division militaire ? — R. Le commandement de la première division était destiné depuis longtemps au duc de Raguse. Il lui fut donné parce que le général Contard s'était absenté pour les élections, et qu'ensuite il avait l'intention de séjourner aux eaux pendant plusieurs mois. — D. Quelles furent les instructions données au maréchal ? — R. Aucune. — D. Savez-vous, monsieur, qui a donné l'ordre de faire feu sur le peuple ? — R. Je l'ignore ; mais je puis dire que le maréchal a donné l'ordre de tirer, dans le cas seulement où le peuple aurait fait feu sur les troupes. — D. Avez-vous recommandé la mesure par laquelle Paris a été mis en état de siège ? — R. Non ; mais on m'a dit que la mesure était conforme aux lois, et comme ministre de la guerre par intérim je signalai l'ordonnance : je crois cependant qu'elle ne fut point rendue publique, et qu'elle resta dans les mains du duc de Raguse. — D. Qui vous a engagé à signer cette ordonnance ? — R. Je ne puis le déclarer. — D. Qui a donné l'ordre aux troupes de St-Omer et de Lunéville de marcher sur Paris ? — R. Conformément aux injonctions du roi, et en ma qualité de ministre de la guerre, j'ai transmis des ordres pour la dissolution des deux camps de Lunéville et de St-Omer, et pour que les troupes fussent dirigées sur Saint-Cloud, et non sur Paris. — D. N'avez-vous pas fait distribuer de l'argent aux troupes, afin de les engager à faire feu sur le peuple ? — Non, je n'ai ordonné aucune distribution de cette nature, je sais qu'on a donné de l'argent aux troupes, mais non pour les disposer à faire feu sur le peuple. On n'a eu d'autre intention que celle de pourvoir à leurs besoins pressans. — D. Savez-vous quel jour cette distribution d'argent leur a été faite ? — R. Je ne puis me le rappeler exactement. — D. Pouvez-vous nous dire quelles sommes ont été distribuées ? — R. Non. — D. Savez-vous d'où elles provenaient ? — R. Je l'ignore ; cependant je suis certain qu'elles n'ont point été distraites des fonds de la liste civile. — D. Savez-vous qui a signé l'ordre donné pour la distribution ? — R. Je ne le sais réellement pas. — D. N'avez-vous pas résolu dans le conseil de rétablir les cours prévôtales ? — R. Non, l'assertion est complètement fautive : on n'a même jamais parlé dans le conseil d'une mesure semblable. — D. Ne devait-on pas faire arrêter plusieurs députés ? — R. Non, cette assertion est également fautive. — D. Qui a conseillé au roi de former le ministère du 8 août ? — R. Je n'ai point de réponse à faire à cette question. Je n'ai été appelé par le roi pour remplir les fonctions de ministre. — D. Pouvez-vous nous dire qui a conseillé et écrit le discours prononcé par le roi à l'ouverture de la session précédente ? — R. La détermination fut prise en conseil et comme le plus grand secret doit régner sur tout ce qui se passe dans le conseil du roi, il n'est impossible de répondre à cette question. — D. Qui a suggéré ou dicté la réponse du roi à l'adresse de la chambre des députés ? — R. Je ne puis que répondre

de la même manière à toutes les questions de cette nature. — D. Savez-vous si un grand nombre de fonctionnaires publics ont été déplacés à la suite des élections ? — R. On peut s'en assurer par le *Moniteur*. Quant à ce qui concerne le ministère de la guerre, des mesures n'ont été prises que contre trois personnes. — D. Qui a donné au duc de Raguse les ordres d'après lesquels il a lui-même donné l'ordre confidentiel du 20 juillet ? — R. Je suis complètement ignorant de ce fait, soit directement, soit indirectement. Je sais que tous les ordres de ce genre provenaient de l'état-major-général de la garde de service, et qu'il n'était pas tenu de les communiquer au ministre de la guerre.

D. Vous avez dit dans votre lettre à la commission, que le 28 juillet, tandis que plusieurs députés se rendaient à l'état-major-général, vous convintes avec le duc de Raguse d'écrire au roi. L'avez-vous fait, et quelle a été la réponse du roi ? — R. J'écrivis au roi et le duc de Raguse lui écrivit également. Il ne m'a point communiqué la réponse qu'il en a reçue. Chaque fois que vous m'interrogez sur ce que le roi peut avoir dit ou écrit, un sentiment de respect et d'honneur me fera le devoir de garder le plus profond silence. — D. Pendant les journées des 26, 27 et 28 juillet, le roi fut-il informé de ce qui se passait à Paris ? — R. Le maréchal m'a dit en avoir rendu au prince un compte exact. Quant à moi, je n'ai aucune connaissance des mouvemens militaires qui ont eu lieu de part ou d'autre dans les rues de Paris. — D. Est-il vrai que vous ayez prescrit une surveillance rigoureuse dans les environs de Neuilly ? — R. Cela est entièrement faux. — D. Plusieurs mandats d'arrêt ont été lancés le 27 juillet contre diverses personnes. Était-ce par suite d'une délibération du conseil ? — R. Je suis tout à fait ignorant de cette circonstance. — D. Vous avez dit dans votre lettre à la commission, que, dans la matinée du 29, vous vous rendîtes à Saint-Cloud, que vous engagâtes le roi à annuler les ordonnances et à envoyer M. de Mortemart à Paris, pour faire connaître qu'elles étaient rapportées. Quel fut le résultat de votre voyage à St-Cloud ? — R. Le roi accepta nos démissions et consentit au rappel des ordonnances. Je présentai le duc de Mortemart à Sa Majesté. Je le laissai dans le cabinet, et depuis ce moment j'ai été étranger à tout ce qui a eu lieu. — D. En conséquence de la mise de Paris en état de siège, il paraît que, le 28 juillet, des dispositions ont été faites par le sous-secrétaire au département de la guerre pour organiser un conseil de guerre ou commission militaire ; avez-vous donné des ordres au sujet de cette organisation ? — R. Aucun. J'ai été parfaitement étranger à tout ce qui a été fait, à tout ce qu'on aurait pu faire à cet égard, ainsi qu'à tout ce qui a eu lieu pendant les trois jours à Paris. — D. On croit que M. Lisoire, inventeur de projectiles combustibles, a été invité par plusieurs ministres à fournir de ces projectiles, au moyen desquels on aurait cherché à incendier la ville de Paris dans les journées des 27 et 28 juillet. Avez-vous aucune connaissance d'un fait semblable ? — R. Il n'a aucun fondement. Je n'ai jamais connu personne du nom de Lisoire. Je viens de lire la pétition de cet individu à la chambre. Elle ne contient que des calomnies infâmes. — D. Le roi avait-il d'autres conseillers que ses ministres ? — R. Je n'en ai point connu.

D. Par où savez-vous être secondé dans l'exécution du plan dernier. — R. Aucun plan de cette nature n'a été formé qu'au dernier moment. — D. La ligne de conduite que vous avez suivie a-t-elle été discutée dans le conseil ? — R. Si par ligne de conduite vous entendez le renversement de nos institutions, ce projet n'a jamais été discuté dans le conseil, attendu qu'il n'a jamais existé. Quant au système de gouvernement que le ministère du 8 août désirait faire prévaloir, il ne tendait qu'à développer autant que possible la charte elle-même, au moyen d'institutions conformes à nos lois et analogues à notre caractère. J'ai eu soin, pendant mon séjour en Angleterre, d'étudier les institutions de ce pays, dont l'application pouvait être faite à la France ; j'ai même écrit une espèce de traité à ce sujet, qu'on doit avoir trouvé au ministère. — D. Lorsque vous avez conseillé au roi Charles X de dissoudre la chambre, aviez-vous déjà concerté avec vos collègues le plan mis à exécution par les ordonnances du mois de juillet ? — R. La dissolution de la chambre a été résolue dans le conseil des ministres et dans le conseil du roi, mais elle n'a aucun rapport avec les ordonnances dont alors il n'était pas question. — D. Comment avez-vous pu croire, disposée ainsi que l'était à cette époque l'opinion publique, que la composition de la nouvelle chambre différerait de celle qu'on venait de dissoudre ? — R. Les changemens de cette nature ont eu lieu souvent en France et en Angleterre, et je pensais réellement que la nouvelle chambre ne serait pas composée de la même manière. Plusieurs personnes partageaient avec moi cette opinion. — D. Afin d'obtenir une chambre telle que vous la désiriez, n'avez-vous pas fait usage, soit par vous-même, soit par l'entremise de vos agens, de moyens qu'on peut appeler illégaux pour influencer le choix des électeurs ? — R. Non, je n'ai eu recours à aucun de ces moyens. — D. Lorsque vous avez rédigé ou fait rédiger la proclamation royale publiée avant les nouvelles élections, comment n'avez-vous pas craint de signaler comme ennemis du roi les 221 députés qui avaient voté l'adresse. — R. Ils ne sont point signalés dans la proclamation comme les ennemis du roi. — D. A quelle époque avez-vous formé le projet des ordonnances du 25 juillet ? — R. Sept ou huit jours avant qu'elles ne fussent signées, et leur exécution n'a été réellement déterminée qu'au moment de la publication.

D. Cependant ce projet doit avoir existé, avant l'accession de M. de Peyronnet et de Chantelauze au ministère ? — R. Non, en aucune manière. — D. Du moins, ces deux personnes ont été appelées pour assurer l'exécution de desseins de cette nature ? — R. Non, en aucune manière. — D. M. de Peyronnet qui rédigea la circulaire électorale du 25 juillet, ne vous avait-il pas fait lecture d'une circulaire du même genre avant son entrée au ministère ? — R. Non, d'ailleurs, je ne puis pas dire qui a rédigé l'ordonnance. — D. N'avez-vous pas exclus du ministère M. de Courvoisier et M. de Chabrol, parcequ'ils refusaient de concourir à l'exécution d'un système anti-constitutionnel ? — R. Je n'ai point exclus ces Messieurs : ils ont voulu se retirer. — D. Quels projets aviez-

vous mis au jour, de nature à faire désirer à M. de Courvoisier et Chabrol leur retraite du ministère ? — R. Je n'en avais aucun, conséquemment je ne pouvais pas en dévoiler. — D. La dissolution de la chambre n'a-t-elle pas eu pour objet d'engager le roi si avant qu'il lui devint impossible de conserver le trône sans l'appui des bayonnettes ? — R. Bien loin de là : et vraiment je ne puis imaginer ce qui donne lieu à cette question. — D. Si la dissolution de la chambre, l'indication des 221 députés comme ennemis du roi, l'intention de maintenir le ministère à tout prix, à tous risques, et au mépris de toutes les lois, ont été des projets conçus par le roi lui-même, pourquoi ne lui avez-vous pas représenté les dangers auxquels il s'exposait ? — R. Je commencerai d'abord par écarter tout ce qui est relatif à la personne du roi, parcequ'elle est sacrée. Je répéterai en second lieu que les 221 députés n'ont jamais été désignés comme étant ses ennemis personnels ; et enfin que l'intention de maintenir le ministère était loin d'être illégale : car n'a point été la première fois depuis la restauration, qu'une chambre des députés a été dissoute, afin de maintenir le ministère.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

La séance de la Cour des Pairs que nous rapportons aujourd'hui a été consacrée à l'affaire de M. le comte de Kergorlay, accusé d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi et d'offense à sa personne.

M. de Kergorlay est un vieux royaliste breton, qui ayant conservé dans son cœur le culte de la légitimité, s'est indigné de ce qu'il appelle une odieuse usurpation, et n'a pas voulu reprendre son siège à la chambre des Pairs après l'avènement de Louis-Philippe. Mis en jugement pour une lettre qu'il fit insérer dans la *Quotidienne*, et dans laquelle ses opinions étaient crûment exprimées, il s'est présenté comme le champion de la légitimité, du droit divin, de l'inviolabilité royale, et ne ménageant pas plus ses juges que le roi lui-même, il leur a rappelé la religion du serment, le souvenir des bienfaits qu'ils avaient reçus de la dynastie renversée, et a fini par traiter Louis-Philippe de *fils du régicide* . Ces outrages ont été punis par le minimum de la peine, et à une majorité de trois voix !

Au moment où les anciens ministres vont être jugés par la même cour, on lira avec intérêt le procès du comte de Kergorlay. On se rappelle que Manuel a été violemment expulsé de la chambre des députés pour avoir prononcé le mot de *répugnance* à propos des Bourbons, et cette condamnation bénigne du par de Louis XVIII, obtenue à grand peine par une si faible majorité, contre un homme qui brave ouvertement le gouvernement établi, qui excite à la guerre civile, et bien plus coupable encore par sa *défense* que par sa *lettre* , est un précédent curieux et qui pourrait faire préjuger quel sera le sort des conseillers de Charles X ; il indique assez clairement ce que la plupart des pairs ont au fond du cœur, et il est permis de douter qu'ils se décident, ainsi qu'on semble s'y attendre, à faire tomber la tête de celui qui passe généralement pour tenir de fort près au souverain déchu que leurs vœux et leurs regrets accompagnent dans l'exil.

Le gouvernement aurait peut-être beaucoup mieux fait de laisser inaperçue la lettre de M. de Kergorlay ; il eût évité bien du scandale et n'aurait pas fourni à ce fier breton l'occasion d'un triomphe complet ; car si le maximum de la peine (six années d'emprisonnement) eût été une sévère punition pour avoir, par les expressions les plus outrageantes, bravé le roi et les pairs qui le jugeaient, l'obligation de passer six mois d'hiver dans une bonne chambre, avec la faculté de se procurer tout ce qu'il peut désirer et de voir chaque jour ses amis, est un véritable succès. C'est avoir les honneurs du martyre à bon marché ; c'est un encouragement pour les royalistes purs qui voudront se distinguer à peu de frais dans une cause qu'ils sont bien loin de croire perdue.

BOLIVAR.

L'incertitude et la vive anxiété qu'ont fait naître les dernières nouvelles reçues de Carthagène, au sujet de ce personnage important, s'accroissent de jour en jour, et dans l'absence d'arrivages depuis l'entrée du brick *Medina* dans ce port, les rapports venus par ce bâtiment ont donné lieu à quelques débats entre les journalistes, et à des rapprochemens et des oppositions de dates qui nous paraissent n'avoir en aucune manière dévoilé le mystère de la mort probable ou supposée, ou de l'existence du libérateur. Cette question est toujours également indécise. Le *Mercurio* , journal rédigé à New-York en langue espagnole, a annoncé le premier, sur la foi d'une lettre de Carthagène du 16 décembre que, d'après des avis reçus de Sta.-Martha, Bolivar était mourant à sa résidence de San Pedro, et avait reçu les sacrements à la date du 10 du même mois de décembre. D'autre part on s'est élevé contre l'exactitude et la vérité de ce rapport, et on a cité comme fait concluant une lettre écrite par Bolivar lui-même à M. Jonathan Elliot, insérée depuis dans le *U. S. Telegraph* dont nous donnons la traduction suivante.

Barranquilla, 16 novembre 1830.

Mon cher monsieur : J'ai eu le plaisir de recevoir votre lettre du 2 août, par

laquelle j'apprends que vous vous occupez d'écrire l'histoire de notre révolution. Je regrette beaucoup de n'avoir pas en ma possession des documents particuliers ; il m'eût été fort agréable de pouvoir vous les offrir. Mais je n'ai point actuellement mes papiers avec moi, et quant aux documents publics, ils ne sont point à ma disposition, attendu que je suis entièrement étranger au gouvernement.

Je me réjouis de ce que M. Miranda vous ait promis les manuscrits de son père ; je ne doute pas qu'ils ne vous soient très-utiles.

Je profite avec plaisir de cette occasion pour vous remercier de l'intérêt que vous prenez à la révolution de l'Amérique du sud, et vous assurer de mes vœux pour le plus grand succès de votre entreprise. Recevez en même temps l'assurance de la considération distinguée avec laquelle je suis votre obéissant serviteur,

— BOLIVAR.

La lettre qui précède, portant la date du 16 novembre, ne peut raisonnablement être présentée en contradiction de celle écrite de Carthagène le 16 décembre. La santé du Libérateur a été chancelante depuis nombre d'années, et il est présumable que les mouvements en tout sens qui ont eu lieu dans les diverses provinces de la Colombie, et les crises dans lesquelles Bolivar s'est trouvé personnellement engagé, ont produit une altération sensible dans sa constitution : mais des rumeurs semblables au rapport de la lettre de Carthagène ont circulé à d'autres époques, sans cause, et sur la simple présomption de symptômes, effectivement sans résultats ; et lorsqu'il s'agit de la vie d'un personnage aussi remarquable, qui intéresse à un haut degré tous les partis, une seule lettre à laquelle aucun nom n'est attaché, ne suffit pas, ce nous semble, pour accréditer un événement en quelque sorte national. Il n'existe aucun motif pour que le secret en soit confié à un individu plutôt qu'à une ville entière ; pour que cet individu se contente de le communiquer au dehors, et n'en fasse pas mention sur les lieux. Il est vrai que la nouvelle a pu arriver à Carthagène au moment du départ du *Medina*, mais dans ce cas même, puisqu'on a pu écrire une lettre et la remettre à bord, d'autres lettres auraient pu rapporter le même fait, ou bien, les officiers du bâtiment, et les passagers en être informés.

Un violent coup de vent, accompagné de neige, s'est fait sentir à New-York dans les journées de samedi et dimanche derniers. Cet ouragan que nous trouvons presque aussi violent que celui de 1820 a été comparé par des journaux de Philadelphie au *snow storm* de 1661. Nous avons inutilement cherché quelqu'un qui put nous certifier la vérité de cette assertion.

Lundi le ciel s'est éclairci, le soleil a reparu dans tout son éclat, des routes qui n'étaient pas encore sans danger ont été ouvertes sur les trottoirs, et d'innombrables traîneaux ont sillonné les rues de New-York où des barricades de neige ne s'opposaient pas à leur passage. Le plaisir du traîneau a bien vite consolé de deux journées de réclusion, car on peut affirmer sans craindre de tomber dans l'exagération, que dans aucun pays du monde, le bonheur de se faire traîner sur la neige n'est aussi vivement senti que dans le nord des États-Unis.

Depuis quatre jours il n'est arrivé aucune malle du sud ou du nord. Elles sont arrêtées sur les routes par des montagnes de neige.

D'après l'énumération publiée par l'*Observer*, il existe dans la ville de New-York 115 églises, savoir : Presbytériennes, 24 ; Hollandaises réformées, 15 ; Episcopaliennes, 21 ; Anabaptistes, 13 ; Méthodistes, 14 ; Catholiques-Romains, 4 ; Quakers, 4 ; Luthériennes, 3 ; Juives, 3 ; Indépendantes, 2 ; Universalistes, 2 ; Unitaires, 2 ; d'autres dénominations, 8. Total, 115.

Le prince Paul de Wurtemberg est parti de la Nouvelle-Orléans le 21 décembre, pour un voyage d'exploration dans le nord-ouest de l'Amérique. Il a l'intention de n'effectuer son retour qu'après avoir visité le Pérou et le Mexique.

Le produit des droits sur les ventes à l'encan, dans la ville de New-York, s'est élevé pour l'année 1830 à \$218,513 ; les recettes de l'année précédente, 1829, s'élevèrent à la somme de \$242,552 54.

SOUVENIRS D'ALLEMAGNE.

COLOGNE.

C'est un beau spectacle que Cologne quand on y arrive de Coblenz en descendant le Rhin. La ville offre l'aspect d'un arc immense, dont le Rhin fait le coude. Aux deux extrémités de l'arc, et comme pour servir de têtes, sont placées deux églises, Saint-Unibert et Saint-Mathurin, je crois. Presqu'au milieu, la construction inachevée de la cathédrale. Les eaux du Rhin semblent enfermées entre les deux bras de la ville ; elles y dorment comme dans un golfe, calmes, tranquilles, et animées seulement par le mouvement des bateaux marchands.

On débarque sur le quai ; on entre dans la ville ; mais avant d'y entrer, une question, je vous prie : quelle idée avons-nous d'une ville ? qu'est-ce pour nous qu'une belle ville ? est-ce une ville dont les rues sont larges et aérées, tirées au cordeau ; où tout est régulier et uniforme ? Si c'est là pour vous le type et l'idée d'une ville, si c'est de cette façon que vous les aimez, Cologne vous décevra fort. Quant à moi, mes idées sont tout autres : une ville pour moi est le lieu où depuis longues an-

nées chaque génération a bâti à sa guise et selon ses idées ; une ville est un monument généalogique où il doit y avoir la marque de plusieurs âges ; une ville enfin n'est pas une figure de géométrie, mais une histoire. Avez-vous jamais vu Carlsruhe ? C'est une de mes villes d'aversion. Figurez-vous un éventail formant un quart de cercle régulier, voilà Carlsruhe ; c'est le palais du duc qui fait le manche, et la ville qui fait l'éventail. De quelque côté que vous soyez et où que vous regardiez, toujours vos regards aboutissent au palais du grand-duc : c'est le point inévitable. Ajoutez à cela que la plupart des édifices sont bâtis sur les plans du même architecte et dans le style antique, si bien que la salle de spectacle ressemble à l'église, l'église à l'hôtel-de-ville, l'hôtel-de-ville au palais de la margrave. C'est une ville qu'on connaît en un quart d'heure, qui semble avoir été bâtie toute d'une pièce, espèce de décoration d'opéra. J'aime donc les villes qui sont vieilles et qui ne s'en cachent pas, les villes où je vois que des hommes ont vécu depuis long-temps avec des mœurs et des idées diverses, des villes où se peut suivre dans des quartiers et dans des édifices de style différent le développement de la vie du peuple.

Là-dessus j'ai mes formules : toute ville, pour être ce que j'appelle complète, doit avoir trois époques, trois caractères. Prenons Paris pour exemple : la Cité, la rue Saint-Jacques et les environs de l'Hôtel-Dieu, voilà l'ancien Paris, le Paris des premiers temps. Ces rues étroites et tortueuses, ces maisons à petites allées, ces boutiques basses, tout cela porte le caractère des villes anciennes, des villes bâties à la manière des Romains : car l'ancienne Rome aussi était un labyrinthe de petites rues étroites et tortueuses, chose fort commode dans les pays où le soleil est ardent ; et allez à Pompei, vous y retrouverez les petites allées des maisons de la rue St-Jacques, ses boutiques basses, avec un mur d'appui pour devanture, et une porte étroite. La première époque des anciennes villes en-deça du Rhin, c'est l'époque romaine.

A cette époque en succède une autre, l'époque du moyen âge. Cette époque des villes porte l'empreinte de la féodalité ou de la bourgeoisie ou de la royauté suzeraine, selon le pays ; et de plus l'empreinte du caractère religieux, qui est le trait distinctif du moyen âge. C'est l'époque des cathédrales d'Amiens et de Chartres ; c'est l'époque des hôtels-de-ville dans les villes bourgeoises de la Flandre, à Bruxelles, à Louvain ; l'époque des châteaux fortifiés dans le pays où la royauté féodale a prévalu : le palais des Tournelles, Vincennes.

Au seizième et au dix-septième siècle commence l'époque moderne. A Paris, le Marais, le faubourg Saint-Germain ; au dix-huitième siècle le faubourg Saint-Honoré ; au dix-neuvième la Chaussée-d'Antin ; car à Paris le développement est continu, et de la cité à la Chaussée-d'Antin, de l'époque la plus ancienne à l'époque la plus moderne, il y a une progression dont les degrés sont marqués.

Toutes les villes n'ont pas ces trois époques ; il y en a qui se sont arrêtées à la seconde époque, et qui depuis le moyen âge n'ont plus fait de progrès. Elles sont restées où elles en étaient à ce moment, et elles n'ont que les deux premiers caractères ; elles ne sont que romaines et bourgeoises : telle est Cologne. Il y a peu de villes où Rome ait laissé plus de traces. D'abord, à voir ce dédale de rues étroites, ces espaces immenses, vides de maisons et abandonnés à la culture, on se croirait à Rome dans les rues qui avoisinent le Capitole et la vieille roche Tarpeienne, ou dans ces vignes qui sur le Palatin remplacent le palais des Césars. Ici ce ne sont point les palais écroulés des Césars qui laissent tant d'espace vide dans la ville, ce sont les anciens couvents. Cologne en effet était une ville toute religieuse. Comme c'était un archevêque qui était son prince, le clergé naturellement y faisait l'aristocratie ; tous ces champs livrés à la culture sont donc les anciens jardins des moines, comme les vignes du Palatin sont les anciens jardins de l'empereur, tous deux débris et souvenirs de puissances abolies.

Dans les traditions, la mémoire de Rome n'est pas moins présente à Cologne que dans l'aspect de la ville. C'est toujours la colonie d'Agrippine. C'est là en effet que cette femme courageuse résista aux conseils qu'on lui donnait de couper le pont sur le Rhin, afin d'interdire le passage aux Germains vainqueurs, disait-on, de l'armée romaine. Agrippine croyait à la fortune de son époux quand il n'avait à combattre que des ennemis étrangers. Elle traita la défaite de fable, les conseils de lâcheté, et alla se placer à la tête du pont, pour y accueillir le retour de l'armée romaine, vaincue ou triomphante. Elle fut payée de son courage : Germanicus revenait vainqueur. Les noms d'Agrippine, de Germanicus et de leurs ancêtres, Octave et César, sont gravés, avec de longues inscriptions, sur l'hôtel-de-ville. Leurs médaillons ornent le portique, et le nom d'Agrippine se retrouve mêlé dans les légendes chrétiennes de la ville.

Quant à la seconde époque, à l'époque du moyen âge, c'est surtout par son caractère religieux qu'elle est marquée à Cologne. La bourgeoisie du moyen âge y a laissé pour monument l'ancien hôtel-de-ville. Cologne était membre de la Hanse bourgeoise du Rhin. Aussi elle n'a presque pas de caractère féodal. Les archevêques de Cologne, sans cesse en guerre avec les bourgeois, ne purent jamais établir assez solidement leur puissance séculière pour avoir le loisir de s'y bâtir des châteaux. Au surplus, dans les villes, l'empreinte de l'époque féodale est toujours faible ; car, par sa nature, le régime féodal devait se développer dans les campagnes plutôt que dans les villes.

Le moyen âge, à Cologne, est donc surtout religieux. Nul part il n'y a plus d'églises anciennes et d'une antiquité qui remonte aux commencements mêmes du moyen âge, au neuvième, au dixième et onzième siècle : aussi ne sont-elles pas dans le style gothique. Saint-Gédéon, Saint-Unibert, Saint-Pantaleon, les Saints-Apôtres, toutes sont bâties dans le style qu'on appelle, je crois, le style grec. C'est là, au surplus, la première architecture chrétienne, et elle ne manque pas d'éléments. Il n'est personne qui, en passant sur le pont de bateaux qui traverse le Rhin, ne soit frappé de l'effet pittoresque que fait l'église Saint-Unibert, bâtie en briques rouges, avec un clocher au milieu de l'église et deux autres clochers plus petits aux deux côtés du chœur. Une des causes

du grand nombre d'églises qu'il y a à Cologne, c'est, nous l'avons dit, qu'elle avait pour prince un archevêque. Mais cela n'explique pas comment, dès le neuvième et dixième siècle, avant même qu'elle fût une principauté ecclésiastique, Cologne avait tant d'églises. Cela n'explique pas non plus pourquoi elle devint une principauté ecclésiastique. Est-ce par hasard ? Est-ce donc le hasard qui a fait que Trèves et que Mayence ont été aussi des principautés ecclésiastiques ? Non. Tous ces faits ont leur raison et leur cause. Quelles sont-elles ?

C'est la position géographique de Cologne, de Trèves, de Mayence qui a fait de ces villes des principautés ecclésiastiques, qui a rempli Cologne d'églises, d'ossements de martyrs, et son histoire de pieuses légendes. Placée, comme Mayence et comme Trèves, sur les frontières de l'empire romain, à côté de la barbarie germanique, Cologne, aussitôt qu'elle fut chrétienne, devint en quelque sorte pour le christianisme ce qu'elle avait été pour Rome, une sorte de place d'armes et de citadelle d'où partaient sans cesse des apôtres qui allaient évangéliser l'Allemagne idolâtre, comme autrefois des légions qui allaient la conquérir. Cologne, Trèves, Mayence, étaient sur les bords du Rhin et de la Moselle les foyers divers d'où la religion cherchait à échauffer du feu de la foi la Germanie païenne. Songez, dans ces temps de première ferveur, quel zèle devait enflammer les chrétiens de Cologne, de Trèves, de Mayence et de toutes les petites villes romaines des bords du Rhin, quand au-delà du fleuve ils voyaient de si vastes pays à convertir. Quelle moisson de gloire ! quelles occasions de martyres ! tant d'idolâtres plongés dans les ténèbres du paganisme ! C'était un devoir, c'était un honneur d'aller leur porter les lumières de la religion. Aussi partaient chaque jour de pieux apôtres, escortés des vœux et des prières de leurs frères chrétiens. Chaque jour revenaient de la Germanie des récits de conversions, de martyres. C'était comme les bulletins des combats livrés en Allemagne. De là la prépondérance de la religion à Cologne, à Trèves, à Mayence. Dans une ville de guerre, c'est le chef des troupes qui est gouverneur ; dans ces villes religieuses, ce fut le chef du clergé qui fut prince.

C'est Cologne, c'est Mayence, qui ont converti et civilisé l'Allemagne. Aussi c'est sur les bords du Rhin que se passent les grandes scènes de l'histoire d'Allemagne au moyen âge. C'est à Worms que se tiennent les diètes les plus importantes ; c'est à Spire que résidaient les empereurs, et jusqu'à la fin du dix-septième siècle c'est là qu'est le siège de la chambre impériale. C'est sur les bords du Rhin, près de Rheuse, qu'était le *Königstuhl*, où se plaçaient les électeurs pour élire ou pour déposer les empereurs ; et sur l'autre rive se montre encore une petite chapelle où l'empereur Venceslas fut déposé en 1400. Plus tard, quand ce trône de pierre et cette assemblée en plein air ne convièrent plus aux mœurs du siècle, l'élection des empereurs se fit au *Römer* de Francfort, à quelques lieues encore du Rhin. Ce n'est que petit à petit que la civilisation pénétrant en Allemagne, le théâtre de l'histoire germanique recula aussi vers le nord. Il y a quelques siècles, il était sur le Rhin ; aujourd'hui il est à Vienne, à Berlin. L'effet de la civilisation est d'agrandir toujours le théâtre de l'histoire. La scène, resserrée autrefois dans le midi, s'étend aujourd'hui vers le nord, à Saint-Petersbourg ; vers l'Orient, à Odessa, et s'avance jusque dans l'Arménie, avec les nouvelles conquêtes des Russes.

Une fois qu'on s'est fait une idée de la destinée de Cologne, ses églises prennent un grand intérêt. Ce sont les martyrs de la foi en Allemagne qui les ont fondées. Tout ce qu'il peut y avoir de ridicule dans leurs légendes ou dans les images grossières sous lesquelles ils sont représentés, tout cela s'efface et disparaît. Ainsi, dans l'église de Saint-Unibert, tous les murs sont garnis d'armoires vitrées, dans lesquelles sont rangés les ossements des martyrs. Ces ossements sont ornés de broderies et de festons dorés. Ce n'est pas tout. Il y a des bustes de carton doré, représentant quelques femmes qui ont aussi souffert le martyre. Ces bustes ressemblent à ces figures qui se voient dans la boutique de nos anciens perruquiers, ou à ces têtes de carton sur lesquelles les marchandes de modes ajustent les bonnets et les chapeaux : teint pâle et blême, pommettes d'un rouge ardent, lèvres tracées en vermillon, grosse tête ronde et cheveux plats. Au bas de la poitrine, ces cartons, qui sont creux, ont une petite ouverture grillée, par laquelle on aperçoit des ossements amoncelés dans l'intérieur. Tout cela, certes, est grotesque, et je ne me fais pas scrupule de le peindre en ridicule. Mais qu'importe ? Il ne faut pas faire attention au reliquaire, mais à la relique et au souvenir qu'elle rappelle.

C'est dans cette idée que de l'église Saint-Unibert je m'acheminai vers l'église et le cloître de Sainte-Ursule, où sont les reliques des onze mille vierges. — Saint-Marc Girardin.

MÉLANGES.

FEUILLE DE ROUTE.

Lorsque tu verras dans un village beaucoup de cabarets, sois sûr que tu y trouveras peu d'économie et de bonheur domestique, et nombre de fainéants ; où les paysans ne sont pas aux champs dès le lever du soleil, on les verra toujours au cabaret avant son coucher ; et où tu entendras trop souvent sonner les cloches, apprends-toi à mettre souvent la main dans la poche, si tu veux donner à tous les mendians quise trouveront sur la route.

Une ville où l'on rencontre de beaux carrosses le jour, et qui n'est pas éclairée le soir, ressemble à cette fille coquette qui porte une robe de soie, et qui a dessous une chemise déchirée.

Là où il n'y a pas de lois, tu n'as que tes poings pour protecteurs ; là où tu vois partout affiches d'ordonnances et réglemens, prends garde aux procureurs et aux gendarmes.

Quand tu verras beaucoup de jeunes filles pâles et maigres, c'est qu'il y a beaucoup de salles de danse, et qu'on travaille.

peu ; quand tu verras faire des parties les jours de la semaine, gare les banqueroutes !

Ne juge pas de la piété d'une ville sur le nombre de ses clochers, ni de celle d'un village sur la richesse de son église ; ne juge pas de la fortune d'un homme sur son bel habit, ni du vin d'une auberge sur sa belle enseigne. Toutes ces choses sont faites pour tromper les gens crédules. La vraie piété est modeste ; le plus riche est souvent le plus simple, et le bon vin trouve des chalandes sans enseigne.

Où les paysans sont grossiers et ne saluent personne, les bœufs font mieux leur devoir au râtelier que le magister à l'école ; où les paysans saluent bien humblement les messieurs jusqu'à terre, ne t'arrête pas ; c'est qu'il y a là quelque petit tyran qui les opprime.

Pour savoir si une ville est grande ou petite tu n'as pas besoin d'en faire le tour ou de grimper sur un clocher ; regarde seulement dans la rue si tu vois beaucoup de gens se connaître et se faire la révérence : plus il y aura de coups de chapeau, plus la ville est petite.

Si tu arrives dans un pays où les routes sont belles et bien plantées, d'arbres fruitiers surtout, où l'on ne voit pas de champs en friche, ni de terres vagues, où l'étranger est accueilli cordialement, où les mendiants n'encombrent pas les carrefours, où les écoles et les hôpitaux sont les plus beaux bâtimens, arrête-toi, mon fils ; tu es dans un pays habité par de braves gens qui ont la tête saine et le cœur bien placé.

Si tu vois, au contraire, de pauvres cabanes autour d'un beau château, passe vite ; on y pleure souvent.

En voilà assez, quoique je ne t'aie pas tout dit, mais cela suffit pour que tu saches à peu près sur quoi fixer ton attention.

Suis mon conseil ; questionne beaucoup ; réponds clairement et en peu de mots ; fais-toi plus ignorant que tu ne l'es, et partout on se fera un plaisir de t'instruire. Loue tout ce que tu trouveras à louer ; mais ne blâme pas tout ce que tu trouveras à blâmer. Sois, dans le cours de ton voyage, laborieux, économe, discret et persévérant ; montre du courage dans l'occasion et de la patience toujours ; et quand tu reviendras au pays, tu te reposeras aimé et estimé de tout le monde.

ZSCHOKKE.

L'ORANG-OUTANG PRÉDICATEUR.

L'orang-outang a, comme on sait, beaucoup de rapport avec l'homme, et possède le talent d'imiter à un très-haut degré. On raconte une anecdote fort drôle sur un animal de cette espèce, qui appartenait au père Caribasson, et qui lui était extrêmement attaché.

Cet animal avait l'habitude d'accompagner son maître partout où il allait. Le révérend père l'enfermait quand il voulait se débarrasser de sa compagnie.

Un jour cependant, Pug (c'était le nom du singe) parvint à déjouer les précautions de son maître, et le suivant doucement par derrière jusque dans l'église où celui-ci allait officier, il fut, sans être aperçu, se placer sur le chapiteau de la chaire. Là, il attendait patiemment que le service divin commençât.

Au moment où le père Caribasson monta en chaire, Pug s'élança agilement au sommet du chapiteau, puis abaissant ses regards sur son maître, il se mit à imiter chacun de ses mouvemens avec tant de gravité et d'une façon si burlesque, que la congrégation tout entière fut prise d'un fou rire. Ignorant la cause de cette gaité subite, le révérend père gourmanda vivement son auditoire de l'inconvenance de sa conduite.

Cependant le singe, placé au dessus de sa tête, continuait d'imiter les poses et les gestes du prêtre. Les assistants faisaient tous leurs efforts pour garder leur sérieux ; mais de temps en temps le rire triomphait d'eux et l'on voyait les muscles de leur visage s'épanouir. Cette vue échauffa la bile du prédicateur ; dans l'ardeur de sa colère, il redoublait son air et ses gestes ; tantôt il frappait à poing fermé sur le rebord de la chaire, tantôt il élevait piteusement les deux mains au ciel et branlait la tête. L'orang-outang reproduisait tout avec un sang-froid vraiment divertissant. Enfin les membres de la congrégation, n'y pouvant plus tenir, partirent tous à la fois d'un bruyant éclat de rire.

Le père Caribasson demeura pétrifié de ce manque inconcevable de respect pour le saint lieu. Mais bientôt, tout entier à son courroux, il allait s'élever hors de l'église, quand quelqu'un lui montra du doigt la cause de la conduite inexplicable des assistants. En apercevant Pug, le révérend eut beaucoup de peine à garder lui-même le sérieux qu'exige le caractère sacré de ses fonctions ; les gens employés au service de l'église arrivèrent, et l'on eut bientôt chassé de la place qu'il avait prise l'intrus auteur de tout le mal.

— L'ameublement que le dernier roi d'Angleterre avait fait poser à Windsor, a été acheté presque tout entier sur le continent par son maître-d'hôtel et un tapissier au prix de 200,000 liv. sterl. On dit que leurs comptes vont être sévèrement examinés. Un seul buffet y est porté pour la somme de 8,000 liv. sterl. ; encore était-il d'un si mauvais goût, que le roi le fit enlever presque aussitôt qu'il fut déballé. Les sommes que ce monarque prodigue a dépensées sont incalculables. Parmi les costumes somptueux dont sa garde-robe est remplie, et qu'il n'eût jamais occasion de porter, on remarque surtout celui de chevalier de l'ordre du Saint-Esprit. L'habit complet est du plus beau satin blanc, et tellement chargé d'or et de décorations, qu'il a coûté la somme de 2,000 liv. sterl. (un peu plus de 50,000 frs.) Quelque magnifique que soit ce costume, ce qui ne surprend pas moins, c'est l'admiration que témoignent les visiteurs du château de Windsor et les louanges qu'on entend sincèrement donner aux dépenses d'un monarque qui savait, dit-on, faire un noble usage de ses trésors, et dont le luxe et la magnificence étaient utiles au commerce, en même temps qu'ils soutenaient la dignité de la couronne.

ANNONCES.

M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, outre les articles annoncés par son précédent avertissement, vient de recevoir 60 pièces de vin de Bordeaux, et par le dernier paquebot, du Havre, 9 balles de marrons ainsi qu'une balle de toile d'Aleçon qu'il offre de vendre aux prix les plus modérés.

A LOUER,

Une très jolie chambre garnie, avec ou sans la pension, No. 33 Chatam-street.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8. Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie d'orme, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou futs en entrepôt ; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc. tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartemens bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61—t

A VENDRE chez M. THOISNIER DESPLACES, libraire de Paris et à New-York, Exchange-Place, No. 32.

HISTOIRE DE NAPOLEON par M. de Norvins, 4 vol. en 8o avec vignettes, cartes et plans, \$13 ; Précis du consulat et de l'Empire sous Napoléon, avec les réflexions de Napoléon lui-même. 1 vol. 8 vo. \$2.

Biographie universelle des hommes les plus marquans sous tous les rapports. 52 vol. 8 vo. \$80—broché.

Annuaire historique et universel depuis 1818 jusqu'à 1830. 1 gros vol. 8 vo. de 1,000 pages \$3. Chaque année peut se vendre séparément. Dictionnaire synonymique de la langue française, par Laveaux. \$3. Dictionnaire espagnol-français, par Trapani. 2 vol. 8 vo de 1300 pages. 6.50.

Dictionnaire géographique universel d'après Malte-Brun. 2 vol. 8 vo. \$8.

SYLVESTER, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New-York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets ou parts de billet.

Janvier 20—\$30,000, \$20,000, \$10,000, etc., etc. » 10

BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchands, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des États-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités des Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines.	Départ de N.-Y. U
1	Charlemagne.	Robinson.	1 ^{er} fév. 1 ^{er} jan. 1 ^{er} oct.
3	Havre.....	Keene.....	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carroll.	Clark.....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnell.	Hawkins.	1 ^{er} mars 1 ^{er} juil. 1 ^{er} nov.
3	Henri IV.....	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.....	E Funk.....	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy.....	1 ^{er} avril 1 ^{er} août 1 ^{er} déc.
3	François Ir.....	Skiddy.....	10 » 10 » 10 »
2	Erie.....	J. Funk.....	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.....	Orne.....	1 ^{er} mai 1 ^{er} sept. 1 ^{er} jan.
3	De Rham.....	Depeyster.	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonaffé.	Hathaway.	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'ainé.

Deuxième ligne, Bonaffé, Boisgérard et Cie. ; agents à New-York. Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagemens sont élégans et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abonnements provisions.

Mme. V. J. ARTIGUENAVE qui a professé avec succès à Paris et deux ans à New-York, a l'honneur de faire part aux dames de cette ville, qu'elle a ouvert, le 20 de ce mois, un Cours de Musique, et de Forte Piano, qui aura lieu trois fois par semaine, le lundi, mercredi et samedi, de dix à quatre heures ; le prix est de \$25 par quart.

Mme. A. joindra à ce cours de musique, un Cours de Langue Française, le mardi, jeudi et samedi, de dix heures du matin à deux heures de l'après-midi. Le prix du quartier est de \$10.

No. 63 Murray street.

KEEPSAKE AMÉRICAIN.

Le soussigné vient de publier : *Keepsake Américain* ; morceaux choisis et inédits de littérature contemporaine. 1 volume avec 12 belles gravures. Prix, relié en soie \$2 50, en veau fers froids, doré sur tranche \$3, en maroquin riche, doré sur tranche, \$4, en maroquin à vignettes, doré sur tranche, \$5, en mosaïque \$15.

Le *Keepsake* est imprimé, sur beau papier velin, par Rignoux ; les reliures ont été confectionnées par Thouvenin. Les gravures sont de Durand, Ellis, Neagle, etc. La partie littéraire consiste de morceaux inédits en prose et en vers des auteurs suivans : Ancelot, de Béranger, Berthoud, de Châteaubriand, Deschamps, Desbordes-Valmore, Doudain, Drouineau, Fontan, Mlle D. Gay, E. de Girardin, Victor Hugo, J. Janin, Lamette, Latouche, de Leclerc, Lichtemberg, Mignet, de Musset, Ch. Nodier, Regnier-Destourbet, Saint-Marc-Girardin, de Ségur, Soulié, Soumet, Sue, Tissot, de Wailly, de Walsh.

Foreign and Classical Bookstore,

CHARLES DE BEHR, Director,

108 Broadway, New-York,

32 South-sixth-street, Philadelphie.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

Wm. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivans.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.
Pica..... 36 cents. Small Pica..... 38 cents.
Long-Primer..... 40 Brevier..... 56
Bourgeois..... 46 Minion..... 70
Nonpareil..... 50 Pearl..... \$1 40
Diamond..... \$2.

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

Wm. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenans. Les broderies, les bas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. En attendant leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

AUX AMATEURS DE MUSIQUE.

M. DESBARATS, élève des célèbres *Mori et Kieseweter*, a l'honneur de prévenir les dames et le public de cette ville en général, que son intention est de donner des leçons de Violon, de Piano, et de Musique Vocale. Il espère que la méthode excellente des maîtres dont il est l'élève et d'après laquelle il enseigne lui-même, son assiduité et son exactitude pourront lui mériter des encouragemens dont il se rendra digne.

M. D. accorde aussi les piano et à des prix modiques. S'adresser au No. 64 Beekman-street.

AVIS.

Le docteur **V. GUILLOU**, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 52 Hudson-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves et médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole.

41

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

A PHILADELPHIE,..... MM. F. HUTTNER.
BALTIMORE..... ALFRED MORTON.
WASHINGTON, D. C..... FISHEY THOMPSON,
NORFOLK, Va..... PASCAL SCHISANO,
SAVANNAH..... JOSEPH AUZÉ,
AUGUSTA, (Ge.)..... J. P. SETZE,
CHARLESTON..... JUL. TAVEL,
N.-ORLÉANS..... F. GILLET & Cie.
OPELOUSAS, La..... CHS. THIENEMAN.
DONALDSONVILLE, La..... FRS. LEFORT, D. de P.
BATON-ROUGE, La..... LOUIS SHEPPERS.
PLAQUEMINE, La..... LS. DESOBRY, D. de P.
ST.-MARTINSVILLE, La..... ADRIAN DUMARTRAIT,
VERMILLONVILLE, La..... E. CHAIX, Directeur de la *Deesse*.
MOBILE, Alabama..... BASIL MESLIER.
ST.-LOUIS, Missouri..... GABRIEL PAUL.
NASHVILLE, Tenn..... PAUL NEGRIN.
WEST-POINT, N.-Y..... JOSEPH DU COMMUN.
ALBANY, N. Y..... E. CROSWELL, Albany *Argus*,
TROT. N. Y..... F. ADANCOURT,
UTICA..... SAMUEL D. DAKIN.
BURLINGTON, Vt..... CHAUNCEY GOODRICH.
BOSTON..... F. SALES, Foreign Book-Store
No. 35 Washington-street

PRIX DES ANNONCES.
Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.
\$15, sans le Journal.
\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cent pour chaque fois suivantes.